



Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

79 | 2006

Varia

Bundessozialgericht : 345 € par mois suffisent

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/736>

ISBN : 978-2-8218-0854-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 38

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « *Bundessozialgericht : 345 € par mois suffisent* », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 79 | décembre 2006, document 2, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/736>

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

© CIRAC

Bundessozialgericht : 345 € par mois suffisent

Isabelle Bourgeois

- 1 Le 23 novembre, le Tribunal fédéral des Affaires sociales (*Bundessozialgericht*) a rendu un arrêt fondamental (B 11b AS 1/06 R) à propos des dispositions de la Loi Hartz IV. Il y considère que « *le fait que l'Arbeitslosenhilfe a été remplacé par l'Arbeitslosengeld II n'est pas contraire à la Constitution, l'Arbeitslosenhilfe n'étant pas, elle non plus, financée par les cotisations* ». Les Juges n'ont « *aucun doute fondé quant à la conformité avec la Constitution du montant des prestations réglementaires telles que le prescrit la loi* ». De même, la prise en considération du patrimoine des bénéficiaires, même si elle est désavantageuse par rapport à l'ancien régime d'assistance, se justifie par la finalité de la réforme : rétablir le principe de l'aide à l'auto-assistance.
- 2 Autrement dit : l'indemnité forfaitaire de 345 € (à l'ouest, 331 € à l'est) versée aux bénéficiaires de la nouvelle aide *ALG II* créée par la Loi Hartz IV (voir *REA 68/04*) et financée par l'impôt est conforme aux droits fondamentaux. Elle remplit également son objectif, tel qu'il figure dans la loi : assurer un « *minimum garanti* » aux demandeurs d'emploi qui ne bénéficient plus de l'assurance chômage (limitée à 12 mois). Cette sorte de RMI allemand confère aux allocataires non seulement un « *minimum vital* » (subsistance), mais aussi un « *minimum socio-culturel* » (accès à la culture et à la vie sociale) leur permettant de mener une vie « *conforme à la dignité humaine* ».
- 3 La Cour, qui est l'instance de recours administratif suprême dans tout contentieux opposant les bénéficiaires de transferts sociaux à l'administration, a donc tranché sur le principe. Elle a estimé que, en comparaison de la finalité de la loi Hartz IV, les erreurs ou imprécisions dans le détail de la réglementation sont secondaires. De janvier à août, le tribunal avait été saisi de quelque 60 000 plaintes portant sur des dispositions isolées de la loi. La plaignante dans le cas considéré a décidé d'appeler le Tribunal constitutionnel fédéral. Mais selon les experts, elle devrait être déboutée. Récemment encore, Hans-Jürgen Papier, président de la Cour de Karlsruhe (elle aussi saisie par d'innombrables recours au sujet de la loi Hartz IV), rappelait que « *les fondements de notre Constitution*

reposent sur le principe de la responsabilité individuelle ». Plus concrètement, « *la Constitution n'interdit pas de réduire l'Etat social* » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15-06-06). Le législateur est donc en droit de le « démanteler », pourvu qu'il respecte ce faisant les droits fondamentaux et les principes de l'Etat de droit.

INDEX

Mots-clés : chômage, droit, Hartz IV, indemnité, tribunal